



Service Finances et Achats Durables
N° 2016-027

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 29/03/2016

Reçu en préfecture le 29/03/2016

ID : 000 27000064 20160324 2016_027-AU

Le Maire
Vice-présidente du Conseil Régional de Bretagne

DÉCISION DU MAIRE

RECONDUCTION D'UN MARCHÉ DE SERVICES

Opération : Entretien des espaces verts et désherbage des bordures de voirie de la commune (marchés réservés de l'article 15 du Code des marchés publics)

Lot 2 : Désherbage des bordures de voirie

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »		
Enjeu : Saint-Avé pour tous : cohésion sociale, mixité, proximité et solidarité	Objectif : Offrir un cadre de vie sain, propre, fleuri et agréable	Action : Avoir une démarche de fleurissement et d'entretien durable des espaces publics (voirie et espaces verts) – Objectif « 0 phyto »
Organisation des moyens financiers et humains communaux	Intégrer toutes les composantes du DD (environnement, social, équitable, économique, ...)	Identifier et intégrer la démarche Développement Durable dans la commune publique

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU la décision du Maire n° 2015-035 du 8 juin 2015, concernant la passation du marché faisant l'objet de l'opération visée ci-dessus,

VU le marché n° 2015-0131, passé avec Les Ateliers du Prat (56 037 VANNES) notifié le 8 juin 2015, reconductible une fois pour une période d'un an,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE RECONDUIRE, du 8 juin 2016 au 7 juin 2017, le marché à bons de commande suivant passé avec Les Ateliers du Prat (56037 VANNES) :

- Lot 2 « désherbage des bordures de voirie ».

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, et de signer et notifier la reconduction n° 1 correspondante au titulaire visé à l'article 1^{er}.

Fait à Saint-Avé, le 24 mars 2016

P/Le Maire empêché,

Le 1^{er} Adjoint au Maire

Thierry EVENO

